

Ateliers « Démocratie et Numérique »

Compte-rendu de la réunion du 16 octobre 2017

Avec Loïc Blondiaux

Présents : Pierre-Yves Longaretti, Emmanuel Prados, Thibaut Tezenas, Peter Sturm, Régis Perrier, V. Jost, Jacques Toledano, Denis Dupré.

PYL et EP : rappel des objectifs du groupe.

Loïc Blondiaux : changer la posture du GIS et accompagner les démarches de type démocratie délibérative et participative. [Programme Cit-in](#) (appel à projet qui est probablement clos pour cette année) : observation et accompagnement d'expériences de transition environnementale et démocratique (nouveaux modes d'action, nouveaux types de collectif...)

EP : question sur le positionnement de l'INRIA. Positionnement plus sur des questions techniques ?

LB : intérêt à ce que les auteurs de logiciel / plateforme / algorithme proviennent d'horizons divers. Le monde des civic tech est partiellement opaque. Nature de la collaboration entre développeurs et activistes semble un peu trouble et intérêt à faire intervenir des universitaires permet de regarder dans la construction avec un regard expert tant du côté politique que technique. Risque des civic-tech : prise de pouvoir par la technique. Ce qui avait été fascinant dans ce milieu est d'imaginer de nouvelles formes de participation et de co-construction d'outils ou de procédures.

Autre modalité où on a besoin de forces universitaires : retour d'expérience. Exemple : plate-forme sur la loi numérique. Qui a fait le retour d'expérience et l'évaluation de la plate-forme (type, nombre, traçabilité des contributions). Travail important et utile. Faire ce genre d'analyse (contributeurs, analyse lexicographique etc) est important. On aimerait aussi savoir « qui sont » les gens qui interviennent (typologie des instruments évoqués, origine sociologique des gens ? Incorporation dans le processus final des propositions faites etc). Le président de l'assemblée nationale veut ouvrir le travail parlementaire sur les citoyens ; initiative encouragée par Macron. L'assemblée va mettre en place des initiatives de participation en ligne. Besoin de suivi et d'analyse là-dessus. Application utilisée : [démocratie OS](#) (Valentin Chaput).

Autre possibilité de collaboration intéressante : parlements et citoyens. LB est au conseil scientifique. Peut plaider pour qu'il y ait une équipe de recherche qui se constitue pour analyser ce que ça produit.

Par rapport aux civic-tech, LB est cautions scientifique mais il y a un besoin de voir de plus près ce que les données disent.

VJ : arguments pour et contre l'open source pour les civic-tech ?

LB : arguments pro-libres se trouvent facilement notamment au cours du sommet « [Open government partnership](#) » (partenariat international lancé par Obama regroupant une trentaine de pays ayant mis en place des politiques d'ouverture de données entre autres). « [Regards citoyen](#) » : très critique sur les plateformes citoyennes payantes. Il faut que les logiciels soient open source pour permettre le contrôle démocratique. De l'autre côté, faire payer les applications permet à des petits collectifs d'y travailler et d'en vivre. Contre-argument : oui mais on peut avoir une dérive d'utilisation des applications. Risque de reformatage par des acteurs mal intentionnés en dépit des dispositifs de contrôle et de surveillance interne.

Il peut y avoir des intermédiaires (logiciels semi-ouverts). Par exemple une appli peut interdire la revente des données.

EP : dans l'open source, il y a élaboration collective mais aussi ouverture à tous, pas seulement la question du danger des logiciels fermés.

PYL : les petites structures peuvent-elles vivre de l'expertise et non du logiciel ?

LB : c'est la tentative de [démocratie OS](#) mais pour l'instant pas démontré et peu le font.

DD : comment l'actionariat des sociétés en question est contrôlé ? Plus généralement (PYL) quel modèle de propriété ?

LB : internalisation du contrôle. LB est associé par exemple à « parlements et citoyens ».

VJ : argument de P & C : open source permet de faire n'importe quoi, c'est le même argument que soulève les pro-libres.

LB : argument spécieux, pas d'exemple de dérive mais (PYL) échantillon trop petit, jeunesse des structures qui sont très « militantes » y compris les structures commerciales.

Caractéristique actuelle : beaucoup d'applications qui font à peu près la même chose. Le paysage devrait se clarifier. Les politiques ont besoin de lisibilité (pourquoi ne pas regrouper les nombreux acteurs faisant la même chose). Problème : les arguments pour le modèle marchand de civic-tech ne sont pas énoncés dans le domaine public. [Clément Mabi](#), collègue de LB, spécialiste des civic-techs,

LB (suite) : négociations entre « P & C » et [Etat - lab](#) (structure du gouvernement) qui ne voulait pas du tout payer les concepteurs de la plate-forme. De fait le parlement n'utilise pas de logiciels propriétaires.

LB : parlement assez méprisant sur les civic-tech, les questions de participation etc. Seule trace d'ambition : peut-être le président de l'assemblée pour des questions d'image. Donc probablement pas de moyens qui seront mis là-dessus. Les partis politiques n'ont pour l'instant pas de volonté là-dessus.

Ça ne marche pas parce que c'est compliqué. Gouverner un parti et démocratie interne ne fonctionnent pas ensemble.

PYL : le niveau de l'Etat n'est pas forcément la bonne échelle pour développer ce genre d'outils de participation.

DD : il y a un aspect d'éducation populaire, plus facile aux niveaux locaux.

LB : on ne sait pas quel est l'avenir de ces initiatives au niveau national. Etat-lab est cassé par Macron.

JT : Se tourner vers la Fondation pour le Progrès de l'Homme (Charles Leopold Mayer) peut peut-être financer ce genre de démarches. Budget bisannuel 17 M€.

LB : La Fondation de France s'intéresse beaucoup aux démarches participatives mais pas sur des programmes numériques. « Démocratie ouverte » a créé un incubateur d'initiatives démocratiques (« système D ») ; budget de 150 k€, pour accompagner les applications.

EP : quel est l'urgence de LB sur ces problématiques ?

LB : créer une fondation comme lieu d'encouragement sur les initiatives d'innovations démocratiques. Pas de financement possible, malheureusement.

PYL : comment favoriser les initiatives qui by-passent la domination capitaliste et le pouvoir économique sur le politique ?

LB : pas mal d'initiatives liées à des phénomènes de besoin qui n'ont pas d'ambition politique affichée mais qui relèvent de questions politiques malgré tout. Quelle volonté des acteurs d'étendre leur projet (pour les initiatives grass-root). Quand on s'intéresse à la transformation sociale, on met ça en évidence mais c'est minuscule par rapport à l'emprise du marché. Par exemple, expériences et réflexions autour du commun, Alternatiba, qui restent marginales même si c'est intéressant comme laboratoire d'idée.

VJ : les élus sont déconnectés des gens. Ce qui pourrait faire société : enjeux de bien-être. Quels seraient les vrais besoins des classes modestes ? Par exemple, les habitants actuels de la Villeneuve sont attachés au calme de la résidence et le valorisent.

LB : idéalement, on part des besoins des gens mais on ne peut pas forcer les gens à s'exprimer sur des sujets qui ne les mobilisent pas (même si ça les concerne). On n'a pas trouvé mieux que le community organizing auprès des acteurs/habitants des quartiers. A Grenoble : Alliance citoyenne a essayé de faire ça mais coincé entre son refus de subventions publiques et l'absence de moyens. [Julien Talpin](#) (community organizing), [Saul Alinsky](#) (rules for radicals).

Quelques autres références proposées par LB :

- Clément Mabi a fait un rapport intéressant sur la république numérique.
- [Paula Forteza](#) : députée étrangers, plateforme sur le site de l'assemblée (groupe de travail démocratie numérique et participation citoyenne) serait peut-être preneuse d'une analyse des contributions.